

Le logement—Loi

M. Wenman: Quelle a été votre réponse? Je l'ai entre les mains. Voici la réponse que le ministre a donnée. Je vais vous la lire:

Comme vous le savez, le gouvernement a décidé de comprimer ses dépenses budgétaires, et pour cette raison, nous n'envisageons pas d'offrir des subventions aux propriétaires de maison. De nombreux Canadiens puisent dans leurs épargnes ou encore restreignent leurs dépenses pour faire face à la montée des coûts du logement.

Voilà ce que le ministre a dit dans sa lettre. Est-ce une façon d'aider les gens? Attendez-vous qu'ils perdent leur or, leurs alliances, l'or qu'ils ont dans les dents, avant de faire quelque chose? Est-ce cela que vous voulez?

M. Cosgrove: Continuez à lire.

M. Wenman: Je vais le faire. Vous leur avez fait une promesse au sujet d'un budget prochain et ce budget est arrivé et ne leur offrait rien.

Les gens qui sont venus à cette réunion, ceux qui sont venus à Ottawa pour protester, n'étaient pas des chefs de grosse entreprise ni des gens qui ont l'habitude d'agir en coulisses. Ils représentaient tous les partis politiques. Ils provenaient de la classe de travailleurs—c'est bien cela—qui fait marcher l'économie canadienne et verse les impôts qui sont si souvent gaspillés par le gouvernement actuel. Voilà qui étaient ces gens.

Une partie de ce groupe est venue à Ottawa. Avec quoi ont-ils été accueillis? Avec des matraques. Ces travailleurs canadiens ordinaires ont été scandalisés par l'état de la démocratie, par l'état de l'économie canadienne, tout autant que tous et chacun des députés et moi-même l'avons été. Ils ont pris la parole à cette réunion. Ils ont exigé que le gouvernement agisse. Ils ont pleuré. Des hommes adultes se sont levés et ont pleuré devant les microphones. Personne dans cette pièce n'a pu ne pas voir ces larmes. Le pire de tout, c'est qu'ils se sont rassis, en silence, abattus, sans espoir, sachant bien que le fait d'avoir signé la pétition ne leur donnerait probablement rien. Certains n'ont même pas pris cette peine.

Dennis et Ruth Tkach faisaient partie de ce groupe. Ils ont signé la pétition, et ils ont demandé à d'autres de la signer. Ils ont écrit au ministre. Ils ont essayé de le joindre par la ligne téléphonique gratuite, mais en vain. Ils attendaient le budget pleins d'espoir, espérant une aide qui n'est jamais venue. Ils ont mis leur maison en vente. Ils espèrent la vendre avant qu'elle ne soit saisie. Ils ont tout perdu. Je pense avoir entendu quelqu'un dire ici que personne ne perdrait sa maison. Voilà, c'est fait.

M. Gauthier: Ce geste est antiparlementaire.

M. Wenman: C'est antiparlementaire, mais j'espère que cela vous impressionne.

M. Gauthier: Terminez votre discours.

M. Wenman: Je fais mon discours. Je regrette beaucoup que vous n'y attachiez pas d'importance. Que pensaient les gens qui sont venus à cette réunion? Qu'ont-ils dit à propos du budget? Que disent les spécialistes de l'immobilier? J'ai demandé à la Commission immobilière de la vallée du Fraser ce qu'elle ferait. Je lui ai demandé d'examiner les nouvelles propositions du ministre et de me dire si elles nous donneraient plus de logements. Qu'on dit les experts de la région: Voici:

Les propositions budgétaires auront des répercussions négatives sur le nombre et la qualité des logements locatifs et ne feront qu'aggraver la situation.

Les propositions budgétaires n'augmenteront peut-être pas les recettes fiscales. En fait, le ralentissement de la construction et de la vente des maisons déjà construites peut réduire l'assiette fiscale.

A cause des propositions budgétaires, les investisseurs étrangers...

Je pensais que cela inquiétait le ministre.

... ainsi que les sociétés et les riches vont pouvoir accaparer une plus grande part du marché immobilier.

Les propositions budgétaires vont accroître le chômage dans le secteur du bâtiment et les industries reliées à l'immobilier.

Une réorganisation interne de l'actif est devenue pratiquement impossible quand cet actif comprend des biens immobiliers.

Voilà ce que disent les experts. Le ministre déclare qu'il va faire quelque chose pour les logements locatifs. Eh bien, voilà les résultats de son programme d'après les spécialistes.

Le gouvernement présente ce projet de loi pour donner de l'aide, mais quel genre d'aide? Au départ, je pensais que ce bill pourrait peut-être aider un peu les gens. Puis j'ai examiné les conditions requises. Vous devez dépenser plus de 30 p. 100 de votre revenu et posséder un pourcentage minimum de la valeur de votre maison. Qui cela va-t-il aider? Pratiquement personne.

Les personnes qui pourront obtenir de l'aide sont celles qui courent déjà vers la ruine. Elles ne tiennent pas à garder leur maison de toute façon. Pourquoi devraient-elles la garder, payer leurs taxes et les autres dépenses après avoir perdu leur investissement? C'est un loyer qui revient cher. Pourquoi rester? Pourquoi accepter ce cadeau illusoire? L'aide arrive trop tard et s'adresse aux mauvaises personnes au mauvais moment.

Le programme ne vise qu'à gagner du temps. C'est tout ce qu'on espère. Voyons ce qui va se produire. Le taux d'escompte qui a été annoncé aujourd'hui nous le dit. A 14.87 p. 100, il est en hausse par rapport à la semaine dernière. Le taux sur les billets du trésor de six mois était de 15.44 p. 100, une nouvelle hausse en six mois, et sur les billets d'un an, il est de 16.26 p. 100. C'est autrement dit, marquer le temps en attendant un taux d'intérêt plus élevé. Il va grimper si le gouvernement ne fait rien.

La déduction des intérêts hypothécaires est-elle possible? Elle ferait baisser les taux d'intérêt dans une domaine en particulier à 14 ou 15 p. 100. Est-elle réalisable? Elle a été proposée dans un budget. Le budget conservateur la réalisait. Les conservateurs l'avait incluse dans un programme budgétaire qui se serait réalisé sans l'intervention des socialistes, le NPD, qui a rejeté aux Communes le projet de déduction des intérêts hypothécaires.

M. Deans: Le public l'a rejeté.

M. Wenman: Nous avons à la place le bill à l'étude. C'est le choix du gouvernement. Mes pétitionnaires ont réclamé des taux d'intérêt moins élevés. Peuvent-ils être abaissés? Il y a eu d'abord l'excuse de la situation aux États-Unis. Puis il fallait suivre le mouvement. Puis le taux d'intérêt a pris de quatre à six points d'écart. Nous avons eu auparavant des écarts de quatre à six points. Nous pouvons faire baisser les taux d'intérêt si nous le voulons. Si nous les abaissions un tout petit peu, même si le dollar fléchissait, nous aiderions non seulement la situation du logement, mais le chômage et nos exportations. Il est vrai que nous devrions nous résigner à un peu d'inflation, mais par les temps difficiles que traverse le pays, nous n'avons pas d'autre choix.